CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

REVUE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE Affiliée à la Fédération André Maginot - Groupement n°31 - Toutes les générations du feu **Dossier**La bataille
de Dobro Poljé

14-15 septembre 1918

p.5 à p.10









ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE Fondée en 1919. Déclarée conformément

à la loi du 1-VII-1901. Approuvée par le ministre de l'Intérieur. Reconnue d'utilité publique : décret du 22 avril 1963. Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Gr. 31

Comité d'honneur :

Général d'armée (2S) Bertrand
Ract-Madoux, Amiral (2S) Alain
Oudot de Dainville, Général d'armée
(2S) Denis Favier, Médecin général
inspecteur (2S) Jean-Louis André,
Général d'armée aérienne (2S) Stéphane Abrial, Renaud Denoix de Saint Marc, vice-président du Conseil d'Etat (H), la Ville de Paris

Présidents d'honneur:

Général (2S) Jacques Larchet Chef d'escadrons (H) François Castanier

Président national :

Michel Bachette-Peyrade

Vice-Présidents :

Alain Bonnet, Daniel Gyre

Secrétaire général : Emmanuel Montanié

Secrétaire général adjoint : Fabrice Tedoldi

Trésorière nationale:

Jacquelin<u>e Combémorel</u>

Chancelier:

Christian Bayol

Conseil d'administration :

Yves Allanet, Alain Artisson, Michel Bachette-Peyrade, Christian Blondel, Alain Bonnet, Michel Bugeaud, François Castanier, Pierre Castillon, Jacqueline Combémorel, Fran<u>ck</u> Galland, Jean Folia, Daniel Gyre, Emmanuel Montanié, Loïc Salmon, Fabrice Tedoldi (conseiller technique).

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :

A.N.C.G.V.M.

Hôtel national des Invalides Cour d'honneur escalier H 129, rue de Grenelle - 75007 PARIS

TRÉSORIÈRE NATIONALE :

Jacqueline Combémorel - 01 44 42 38 47 Courriel: tresoriere.ancgvm@sfr.fr

PERMANENCE SECRÉTARIAT : mardi, mercredi et jeudi 9h30-16h00 Charlette Dumont - 01 44 42 38 47 Courriel: ancgvm@sfr.fr

SOMMAIRE

EDITORIAL	.3
Informations services	.4
Dossier	.5

La bataille de Dobro Poljé, 14-15 septembre 1918



HISTOIRE	11
C ULTURE.	14
Institutions civiles décorées	16
VILLES DÉCORÉES.	20
Unités décorées	24
■ Vie des sections	28
CARNET	30

Des informations complémentaires sur la Défense, renouvelées périodiquement, sont accessibles sur le site internet :

www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr



« Croix de guerre et Valeur militaire »



« Valeur Militaire »

REVUE CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE

Directeur de la publication: Michel Bachette-Peyrade Rédacteur en chef : Loïc Salmon - 01 44 42 38 47 - Courriel : bulletincgym@sfr.fr Secrétaire de rédaction : Nelly Gosselin

> Imprimerie: Centr'Imprim 36101 Issoudun Cedex Dépôt légal N°2020_060030 Commission paritaire N° 0321 A 06885 I.S.S.N. 1247-9918





ÉDITORIAL

Mes chers camarades, Mesdames et Messieurs les élus des villes décorées, Mesdames et Messieurs les représentants des Institutions civiles décorées, Messieurs les chefs de corps et commandants des unités décorées,

Lorsque vous recevrez ce numéro de la revue « Croix de guerre et Valeur militaire », la pandémie dramatique que nous avons vécue en ce début d'année touchera, je l'espère, à sa fin.

Comme toutes les institutions, entreprises et associations, le calendrier de notre association nationale a été largement perturbé par le confinement qui a

été décidé par les autorités gouvernementales. Toutefois, le télétravail a permis de maintenir le fonctionnement du siège national sous les contraintes imposées au sein de l'Hôtel national des Invalides.

Cela s'est traduit par l'annulation des réunions prévues dans le cadre de la gouvernance de l'association, l'annulation de beaucoup de cérémonies patriotiques, une diminution de la disponibilité des autorités locales, les contraintes imposées aux unités militaires dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Notre congrès annuel, initialement prévu cet automne à Lorient, sur la base de Lann Bihoué, a dû être reporté sur l'année 2021.

Notre assemblée générale annuelle, qui était envisagée lors du Congrès de Lorient, a dû être avancée et son ordre du jour réduit, sur un format compatible avec la réduction des possibilités de déplacement et les obligations légales. La date est fixée au 17 juillet 2020. Les présidents de sections locales et le siège national se tiennent à la disposition de chacun pour vous tenir informés.

Je vous remercie à l'avance de veiller à transmettre au siège national toutes les difficultés rencontrées par nos membres dans nos territoires au cours de cette pandémie. Les cas sanitaires urgents, ayant entraîné pour certains des situations précaires, pourront être étudiés, en liaison avec la Fédération nationale André Maginot, et faire l'objet de compléments d'aides à caractère social.

Merci à tous ceux qui se sont impliqués dans le soutien des malades comme des soignants au cours de cette crise.

Nous voulons garder une pensée pour nos militaires engagés dans les opérations extérieures et intérieures, qui veillent sans relâche sur notre sécurité, mais également pour nos blessés de guerre, dont les soins ont été perturbés dans les hôpitaux surchargés.

Prenez bien soin de vous et de vos administrés, sans relâche, dans cette période difficile. Bien fidèlement.

Michel BACHETTE-PEYRADE,

président national



ÉPARGNE | AUTO*

RETRAITE | HABITATION*

SANTÉ* PRÉVOYANCE* | EMPRUNTEUR*



L'assurance d'un esprit de famille



*Offre proposée par Média Courtage, Société du groupe La France Mutualiste - Courtier en assurance inscrit à l'ORIAS sous le numéro 10 058 534 vérifiable sur www.orias.fr (RCS 524 259 975 BREST) -SIRET n° 524 259 975 00026 - Rue Jean Fourastié - CS 80003 - 29480 Le Relecq Kerhuon. La France Mutualiste n'est pas l'assureur.

La France Mutualiste - Mutuelle nationale de retraite et d'épargne soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° SIREN 775 691 132 - Tour Pacific, 11-13 cours Valmy 92977 Paris La Défense Cedex.

T. 01 40 53 78 00

www.lafrancemutualiste.fr



LA BATAILLE DE DOBRO POLJE

14 -15 septembre 1918

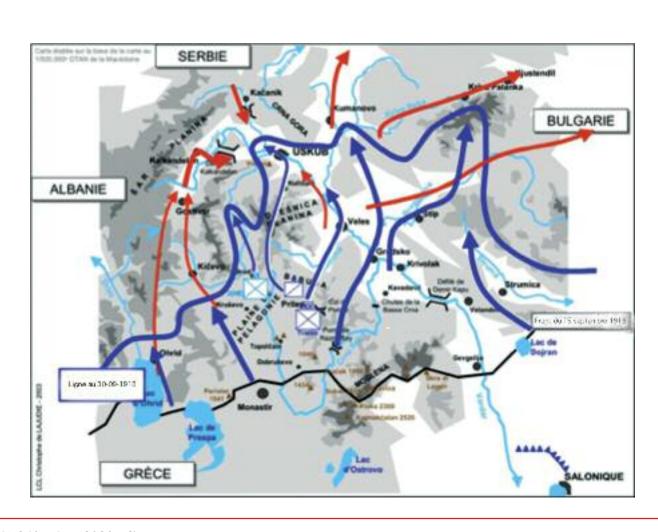
La victoire alliée lors de la bataille de Dobro Poljé, qui se déroule les 14 et 15 septembre 1918 en Macédoine, contraint la Bulgarie à demander l'armistice le 29 septembre. Cette bataille oppose les troupes françaises et serbes, commandées par le général français Franchet d'Esperey, à l'armée bulgare. Elle pose plusieurs questions : Dernière grande bataille de la cavalerie française ? Rupture innovante ? Renaissance de l'armée serbe et naissance de son aviation militaire ? Ce combat méconnu rassemble beaucoup de ces caractéristiques. Il est également important de souligner la difficulté de l'étude de cette bataille pour les historiens. La compréhension des cartes austro-hongroises, françaises, serbes ou bulgares et des lieux en fonction des différents rapports et langues utilisés à l'époque, se révèle très complexe.

Le contexte stratégique p.6

Les prémices de la bataille p.7

L'avantage du massif de Dobro Poljé p.9

Dossier réalisé par le lieutenant-colonel (Air)
Maxime Schaffhauser
ancien officier stagiaire à l'Ecole de guerre
(2018-2019)





LE CONTEXTE STRATÉGIQUE

Ouverture du front d'Orient

Pendant la première guerre mondiale, le front s'immobilise vite en Europe de l'Ouest. Les Alliés cherchent alors à ouvrir un front secondaire pour retrouver une mobilité sur le front occidental.

e choix se porte sur l'Orient. L'expédition des Dardanelles, lancée en 1915, se solde par un échec cuisant des forces franco-britanniques. De la même manière, la tentative visant à renforcer l'armée serbe de Pierre 1er ne rencontre guère plus de succès. L'entrée en guerre de la Bulgarie contre les forces de la Triple-Entente (France, Grande-Bretagne et Empire russe) bouscule les forces serbes, qui doivent se replier pendant l'hiver 1915-1916 sur l'île de Corfou (Grèce).

Celles-ci se réarment et se réorganisent sous la férule des troupes françaises. Les corps expéditionnaires français et britannique se retranchent autour de Salonique au début de l'année 1916. La situation est loin d'être optimale pour les forces engagées sur ce théâtre d'opérations puisque les maladies font rage (dysenterie, scorbut et paludisme) dans les plaines marécageuses de Macédoine. Les soldats qui vivent sur le terrain cultivent même des légumes pour tenter de réduire les effets des épidémies, ce qui leur vaut d'être qualifiés de « jardiniers » par Georges Clemenceau. A l'automne, Français et Britanniques, renforcés par un corps italien et par l'armée serbe reconstituée, parviennent à stabiliser le front du lac d'Ostrovo jusqu'à Monastir.

En juin 1917, la déposition du roi grec Constantin, favorable aux forces des Empires centraux, permet d'utiliser les forces grecques. Cette aubaine se retrouve annulée par la chute de l'Empire russe et le report des troupes ennemies sur les autres fronts, dont le front d'Orient.



Déplacement des troupes françaises de Salonique à Uskub.



LES PRÉMICES DE LA BATAILLE

Forces en présence

Les Alliés forment trois masses d'Ouest en Est. Les Italiens et les Français occupent l'espace entre la mer Ionienne et l'Est du Pinde, les forces serbes tiennent les pentes au Nord de la plaine de Mogléna. Unités françaises et britanniques bloquent le front au Nord de Salonique à l'Est. Face à elles, se dressent les armées autrichiennes, allemandes et bulgares.

es forces en présence sont à peu près équivalentes en nombre au printemps, de l'ordre de 290 bataillons, à l'exception notable d'une force de cavalerie et d'une aviation deux fois supérieures quantitativement du côté des Alliés. Enfin, les éléments qui se révéleront décisifs pendant toute l'offensive seront le moral et la motivation, nettement supérieurs pour les troupes alliées, en particulier pour les Serbes et les Yougoslaves, et l'excellent dialogue entre les états-majors.

Par opposition, la méfiance des Bulgares envers leur allié allemand augmente. Les soldats bulgares, mal ravitaillés et équipés, s'inquiètent de plus en plus pour leurs familles et leurs champs. Le printemps voit des offensives limitées mais en faveur des forces de la Triple-Entente.

En juin 1918, Le général Guillaumat qui avait activement participé à la réorganisation des armées alliées d'Orient (AAO) est rappelé à Paris et remplacé par le général Franchet d'Esperey. Celui-ci hérite des plans de son prédécesseur, qui envisageait des actions modestes dans la vallée du Vardar et sur la Strouma. Il se voit également assigner des objectifs tactiques peu ambitieux, dont il ne se contentera pas.

RENSEIGNEMENT ET AVIATION

La supériorité aérienne permet aux troupes alliées de réaliser des largages de tracts au-dessus des lignes adverses. Ces tracts incitent à la désertion et promettent des récompenses contre des renseignements. L'efficacité de la manœuvre est réelle et donne à l'état-major des AAO une carte précise des lignes adverses et des unités qui y sont stationnées.

Cela permet également de réaliser que l'état-major ennemi semble s'attendre à des offensives au Sud de Prilep et le long de la vallée de la Varna, puisque le



Le front d'Orient.



terrain y est plus praticable et conforme aux plans du général Guillaumat, qui cherchait à améliorer la situation des forces de la Triple-Entente et à immobiliser l'ennemi.

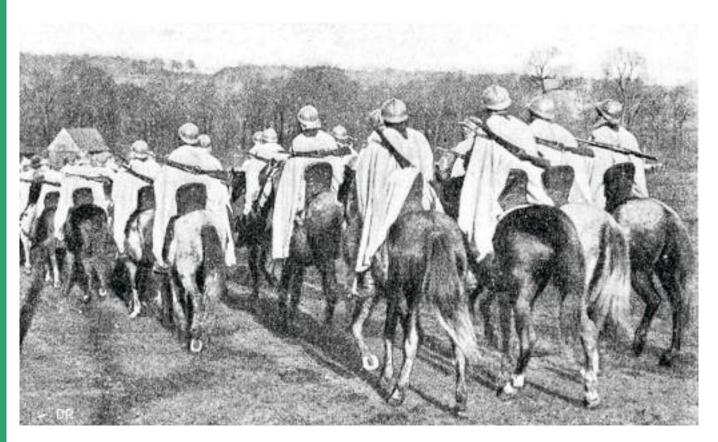
Le nouveau chef envisage alors de disloquer les armées bulgares. Il apparaît vite que toutes les sections du front offrent des positions favorables à l'ennemi, à l'exception du secteur de Dobro Poljé dans le massif de la Mogléna (aujourd'hui monts Voras) : le relief ; la pénétration des défenses ennemies, considérées comme solide mais peu profondes ; la préparation de l'offensive.

Avec une altitude de 2.000 m et des sommets fortifiés, la Mogéna semble en effet peu propice à une offensive. Mais le renseignement rapporte que les batteries adverses sont puissantes mais espacées. De plus, les postes de commandement n'ont pas, de

vision globale du champ de bataille et les lignes de communication sont fragiles. C'est également le secteur de l'armée serbe, qui excelle dans la guerre de montagne et dont le moral est au plus haut après les quelques succès du printemps.

L'offensive permettrait de créer une brèche et une exploitation rapide des succès initiaux en coupant les armées ennemies en deux, entre celle de la région de Monastir et du Vardar. On demande à l'armée britannique, qui a réduit ses effectifs tout comme tous les autres contingents, d'utiliser son artillerie pour fixer les forces ennemies.

Pendant que les Italiens et les Français mènent des offensives mineures dans leurs secteurs, le secteur serbe se renforce en artillerie et en troupes françaises pendant l'été. La cavalerie se place en réserve d'armée pour pouvoir exploiter le succès au besoin.



Raid de la cavalerie française sur Uskub.



L'ATTAQUE

L'avantage du massif de Dobro Poljé

Dans cette région montagneuse de Mogléna, l'ennemi a organisé une première ligne de défense, longue d'environ 18 km et qui comprend d'abord une ligne de tranchées avancées sur les pentes Sud du Vétrénik, du Kaméne, d'Obla Tchouka, du Testérasti Kaméne, du Kotka-Nord et du Sokol.

n arrière, une « parallèle principale », discontinue, longue d'environ 8 km, passe par Borova Tchouka, Kravitchki Kaméne, Kravitsa, la crête de la Charnière et le massif de Dobro Poljé. Entre cette « parallèle principale » et les tranchées avancées, tout est organisé pour une défense à outrance, avec deux et parfois trois lignes de défense et des abris nombreux et solides, souvent sous roc.

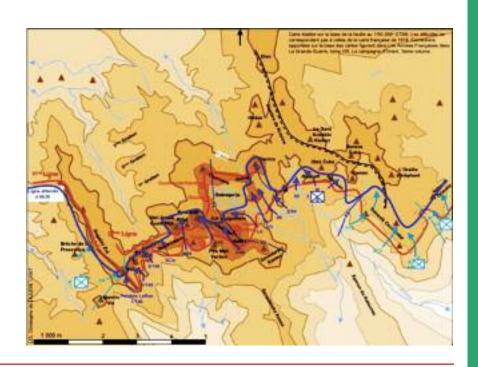
Les points les plus importants de ce dispositif sont le Vétrénik, la Kravitsa, le Dobro Poljé et le Sokol, centres de résistance ayant chacun deux ou trois lignes de défense et organisés d'une façon indépendante les uns des autres.

Le Vétrénik, protégé par des abords partiellement impraticables à l'infanterie, est d'une importance capitale pour le défenseur, car l'artillerie qui y est placée prend d'enfilade les positions de départ de l'assaillant sur Glogot, Grivitsa, Govédarski Kamène et Kotka. La crête de Kravitsa, malgré sa puissante organisation, est plus accessible, car le ter-

Le 15 septembre jusqu'à 8 h 30 : blocage du Sokol. Kravitsa, Coupure et Pyramide sont occupés, tandis que les Serbes occupent Vétrenik-Ouest. rain devant son front est couvert de forêts, l'assaillant attaquant à travers la forêt est donc à l'abri des vues. Le Dobro Poljé a cet avantage qu'il domine toute la région. L'accès en est découvert et les mouvements de troupes sont très difficiles à cause des pentes abruptes et des rochers. Le Sokol (1.825 m), massif rocheux d'escalade difficile, a environ la même altitude que le Dobro Poljé (1.875 m) et en est séparé par un col descendant à 1.650 m environ, dominant des pentes boisées, plus facilement praticables.

L'importance de l'organisation défensive ennemie fait vite ressortir la nécessité d'une préparation méthodique d'artillerie avant l'attaque. Un ensemble de mesures est ainsi mis en place pour l'acheminement et le camouflage de toutes les pièces.

La préparation d'artillerie commence le 14 septembre à 8 h. Les canons ravagent les lignes de défense bulgares et rompent nombre de lignes de communicatio. L'artillerie adverse se révèle incapable de mener des tirs de contre-batterie.



Le 15 septembre jusqu'à 14 h 30: Kravitsa tient ; attaques le long de la crête qui submergent Stavra, Ouzonovata Kanara et la Charnière. La crête du Goliak est prise, tandis que l'Oreille d'Eléphant tombe et que les unités poursuivent vers le Nord et l'Ouest, débordant les éléments bulgares de la Clairière de Kravitsa.

LA GRANDE CHEVAUCHÉE

Du 24 au 30 septembre 1918, la IIème Armée serbe se trouve quelques kilomètres au Sud de Kriva Palanka,

tandis que la 1ème Armée atteint les faubourgs Sud de Kumanovo.

La brigade de cavalerie, commandée par le général de brigade Jouinot-Gambetta et composée pour une grande partie par la brigade des chasseurs d'Afrique française, « coiffe » Uskub (aujourd'hui Skopje) le 29 septembre. Elle coupe la retraite au général von Fleck, dont les unités se replient depuis les lacs et le secteur de Monastir par Kalkandelen (aujourd'hui

Cycle distincts on it is made for the control of th

Tetovo) et ne peuvent atteindre Uskub avant le 30. Le détachement Tranié progresse de vive force par la Babuna et Veles puis la vallée du Vardar pour atteindre Uskub le 1er octobre au matin. Entre le 15 septembre et le 3 novembre 1918, les AAO, commandées par Franchet d'Esperey, brisent le front et précipitent la fin de la Grande Guerre après une percée absolument épique de six semaines sur plus de 500 km.



Sources: « Un sentier vers la victoire», Colonel Christophe de Lajudie, Pensée militaire; « Les armées françaises dans la Grande Guerre », Tome VIII, 3ème Vol., 1934, BnF.

Le 15 septembre jusqu'à 19 h 30 : tout le front bulgare s'effondre entre la Presedlitza et les Vétreniks. Le Sokol tombe. Les défenseurs du Dugatchki Zid sont débordés. La division yougoslave passe les lignes au Dobropolié en direction du Koziak, tandis que la division Timok (11ème Armée serbe) dépasse la Choumadia et descend dans la vallée du Poroj.



La Gendarmerie dans la Grande Guerre

A la veille de la Grande Guerre, la Gendarmerie nationale, qui rassemble plus de 21.000 hommes, est une institution bien implantée sur le territoire et présente dans les colonies. Ses missions n'ont guère varié depuis la Révolution. Chargée de maintenir la sécurité publique en temps de paix, l'exercice de la police judiciaire et administrative constituent l'essentiel de ses attributions.

La Gendarmerie fait partie du ministère de la Guerre et se forge, au cours du XIXème siècle, une identité militaire qui sert de fondement à son action. En août 1914, elle agit en fonction d'un triptyque bien rôdé, dont les étapes sont définies par le décret organique du 20 mai 1903 et par une série de circulaires précisant son rôle dans de telles circonstances. Elle contribue à la mobilisation, participe aux premières opérations et assume le service de la prévôté.

Préparer la revanche

Après la guerre de 1870-1871, les écrivains militaires se penchant sur la défaite imaginent presque tous la place de la Gendarmerie dans le système d'une armée rénovée, susceptible de préparer la revanche. Une majorité des auteurs insiste sur le recrutement de l'armée prussienne ainsi que sa capacité à mobiliser rapidement les hommes. Une instruction du 20 décembre 1880, enrichie de plusieurs additifs, vient déterminer

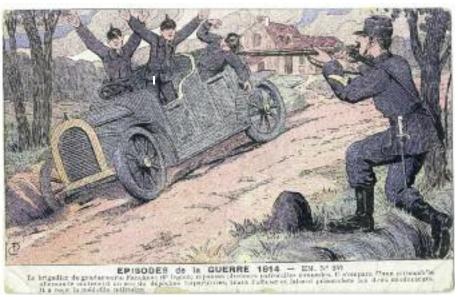
une doctrine et un mode d'emploi du personnel de l'Arme dans le domaine de la mobilisation. La mise en place de coffres spécifiques, contenant les pièces nécessaires à la levée des hommes et du matériel, est détaillée par plusieurs textes. La Gendarmerie profite de son ancrage et d'une présence homogène sur l'ensemble du territoire pour assurer cette mission. Le bureau de l'organisation et de la mobilisation, au sein de l'Etat-major des armées, diffuse ainsi, dès juin

1914, une série de directives. Des exercices préparatoires, élaborés dans l'esprit d'une répétition générale, sont préparés localement et confidentiellement pour tester la réactivité des unités. A partir du 27 juillet 1914, la Gendarmerie procède au rappel des permissionnaires. Prévenue par avance de l'ordre de mobilisation générale, elle trouve le





temps d'organiser et de préparer la levée en masse. Aussi, malgré le scepticisme de l'Etat-major général des armées, il n'est guère surprenant de constater le succès de cette mission. Dans la première quinzaine du mois d'août, un peu moins de trois millions d'hommes sont ainsi acheminés vers les théâtres d'opérations, alors que l'on dénombre à peine 1 % d'insoumis!



Le combat. (c) SHDGN

Les combats

Des unités de la Gendarmerie participent directement aux premiers combats de 1914. Certes, ces interventions, se situant au niveau des brigades, n'ont que peu d'impact médiatique et sont rapidement effacées des mémoires.

En effet, que peut représenter la participation de quelques centaines d'hommes pour défendre le territoire au regard de la mobilisation de l'ensemble de la nation et de l'hécatombe des premiers mois de la guerre ? C'est dans cette perspective qu'un historique de la Gendarmerie est rédigé en 1920, récapitulant notamment les actions d'éclat des unités au contact de l'ennemi.

Des incidents, impliquant la Gendarmerie et entraînant le décès de « soldats de la loi », ont lieu au mois d'août et de septembre à Mars-la-Tour, Beaulieu-les-Fontaines, Fresnesen-Woëvre ou Herbeuville. Mais l'exemple le plus significatif de cette résistance se situe à Arras, où un détachement comprenant environ 150 hommes agit en liaison avec un régiment de goumiers. Après plusieurs accrochages meurtriers au cours du mois de septembre, cette unité, aux ordres du général Barbot, se replie à Arras en octobre. Sous les bombardements, les gendarmes assurent le rétablissement de l'ordre et l'assainissement de la ville. Ils participent encore aux travaux de fortification de la cité en établissant des barricades, des tranchées et des galeries de mine.

La participation de la Gendarmerie dans les combats est réduite en raison du besoin impératif, manifesté à plusieurs reprises par l'Etat-major général, d'employer les hommes dans leur mission prévôtale. Pourtant, l'institution paye le prix de son engagement dans la guerre. Confirmant les chiffres du « Grand Livre d'Or de la Gendarmerie », Louis Panel dénombre 878 gendarmes morts pour la France entre

1914 et 1919. Cette participation de gendarmes aux affrontements pose cependant la question lancinante de l'utilité et de l'emploi de l'institution. Napoléon 1 er n'avait-il pas préconisé de destiner la Gendarmerie aux missions de police militaire, lorsqu'il affirmait que « deux à trois cents hommes de cavalerie de plus ou de moins ne sont rien, mais deux cents gendarmes assurent la tranquillité de l'armée et le bon ordre » ?

Mission prévôtale

Dès les débuts du conflit, la mise en place des prévôtés désorganise la Gendarmerie et cause, dans un premier temps, un surcroit de travail dans les unités stationnées aux frontières. Cette mission prioritaire prévaut sur les autres fonctions.

Le ministre de la Guerre remarque, en avril 1915, que la Gendarmerie a fourni aux armées « plus du double de l'effectif qui était prévu à l'origine...



[et qu'elle était] appelée à constituer encore des prévôtés pour les formations nouvelles qui pourront être créées ultérieurement ». Au total, près de 18.000 gendarmes participent ainsi à tour de rôle aux prévôtés, au prix parfois de véritables contorsions pour effectuer leur remplacement.

La mission très impopulaire de la police aux armées est pourtant nécessaire pour maintenir la cohésion des troupes. Le général de 11ème Corps d'armée fait appel en septembre 1914 « au dévouement des gendarmes pour maintenir les hommes sur la ligne de feu et forcer au besoin leur obéissance ». La surveillance des « poilus » se poursuit également à l'arrière du front, ce qui contribue probablement à accroître encore l'impopularité des soldats de la loi.

Isabelle Roy nous montre qu'en Macédoine, comme d'ailleurs en France, la Gendarmerie opère un contrôle drastique sur les lieux de plaisirs, notamment dans les cabarets et les théâtres. La lutte contre l'alcoolisme - ennemi de la discipline - fait l'objet d'une réglementation stricte et d'une répression très sévère à l'égard des soldats, mais aussi des commerçants.

Enfin, les sanctions visant les trafics viennent encore ajouter à cette omniprésence du gendarme, perçu comme un militaire rigide et odieux. Il faut dire que cette posture de sévérité, prévue par les règlements et soutenue par l'Etat-major, s'inscrit en contrepoint de l'attitude d'une partie des officiers, exigeant des poilus une discipline de fer au feu, mais fermant les yeux sur leur comportement après l'action.

A bien des égards, l'expérience de la première guerre mondiale modifie la place de l'institution dans le paysage militaire et engendre une véritable catharsis. Cette crise allait également poser le débat dans d'autres termes, constituant ainsi les linéaments d'une Gendarmerie renouvelée. Face aux hécatombes, à la dureté de la guerre

et à son prolongement, les poilus s'insurgent contre ces hommes en bâtissant, après la guerre, la mythologie de soldats de l'arrière, qui les surveillaient dans les cantonnements, opéraient des arrestations et se livraient à la répression. De cette représentation défavorable, la Gendarmerie ne parvint jamais véritablement à se défaire durant l'Entre-Deux-Guerres, malgré les tentatives du colonel Lélu ou des anciens de l'Arme arrivés aux plus hautes responsabilités.

Ce traumatisme incite l'institution à engager, à partir de 1939, des gradés de la Garde républicaine mobile pour former et encadrer les hommes. D'autres gendarmes organisent le 45ème Bataillon de chars de combat, qui participe aux opérations de Stonne en mai 1940 (1). Mais plus encore, s'appuyant sur les bonnes dispositions du pouvoir politique à son égard, au lendemain du conflit, la Gendarmerie obtient l'instauration, d'une sous-direction puis d'une direction à partir de 1918 et le statut de sous-officier pour les gendarmes. Elle entame une véritable révolution avec la création d'une Gendarmerie mobile.

Lieutenant-colonel Édouard Ebel Département recherche études et enseignement du Service historique de la Défense

1) Voir « Gendarmerie : le 45ème BCG dans les combats de 1940 » (revue N°334 décembre 2018, p.13-15).



La prévôté. (c) SHDGN



DANS LES LIVRES

13ÈME DEMI-BRIGADE DE LÉGION ÉTRANGÈRE

par André-Paul Comor et Ludovic de la Tousche

Créée le 27 mars 1940, la 13ème Demi-Brigade de Légion étrangère (DBLE) constitue l'un des onze régiments de la Légion étrangère. Elle porte les fourragères de la Médaille militaire et de Compagnon de la Libération.

D'une façon générale, la Légion dispose d'une formation et d'un entraînement spécifiques pour faire face au pire ennemi dans les pires conditions possibles. Parmi les très nombreux étrangers qui y ont servi, certains ont demandé et

obtenu la nationalité française « non par le sang reçu, mais par le sang versé ». La devise de la 13ème DBLE « More majorum », qui se traduit par « A la manière de nos anciens », exprime le regard vers le passé et la tension vers l'action future. Le palmarès de la 13ème DBLE parle pour elle : 3 chefs de corps tombés à l'ennemi, 97 compagnons de la Libération, plus de 3.700 tués au combat et 13 noms donnés à des promotions d'officiers, à savoir 9 de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, 3 de l'Ecole militaire interarmes et 1 de l'Ecole de santé des armées. La 13ème DBLE s'est illustrée à la bataille de Narvik (Norvège, 1940), en Erythrée (1941), à Bir-Hakeim et El Alamein (Libye,1942), en Italie (1944), en Provence (1944), en Alsace (1945), à Diên Biên Phu (Indochine,1954) et en Algérie (1955-1962). Elle intervient ensuite dans diverses opérations extérieures à Djibouti (1976, 1991-1999), en Somalie (1992-1993), au Yémen



(1994), au Rwanda (1994), en Erythrée et Ethiopie (2001), en Centrafrique (2007) et à Djibouti (2008). La 13ème DBLE a été implantée en Indochine (1946-1955), en Algérie (1955-1962), à Djibouti (1962-2011), puis aux Emirats arabes unis (2011-2016) avant de rentrer en France, au camp du Larzac...où elle avait été constituée en 1940.

Aujourd'hui, la 13ème DBLE compte 9 compa-

gnies dont 5 de combat. Ses 1.300 hommes se spécialisent dans le combat à pied « débarqué », c'està-dire en première ligne jusqu'au corps à corps, après s'être approché de l'adversaire dans des véhicules blindés et armés de mitrailleuses. Ils participent à toutes les missions de l'infanterie de l'armée de Terre: protection du territoire national (opération « Sentinelle ») ; présence outre-mer à Mayotte et à l'île de La Réunion ; opérations de maintien de la paix de l'ONU ; lutte anti-terrorisme au Sahel (opération « Barkhane »). Selon son actuel chef de corps, la 13ème DBLE allie panache, esprit de corps, sens de l'honneur et amour viscéral de la liberté.

Loïc Salmon

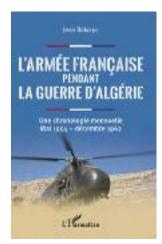
« 13ème Demi-Brigade de Légion étrangère », André-Paul Comor et Ludovic de la Tousche. Editions Pierre de Taillac, 192 pages, illustrations, 39 €.



L'ARMÉE FRANÇAISE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE

par Jean Balazuc

L'objectif de cette chronologie mensuelle de la guerre d'Algérie, de mai 1954 à décembre 1962, est de permettre à des acteurs de cette guerre, anciens combattants ou Français d'Algérie, ou à leurs descendants de se situer dans cette suite d'événements. Elle comprend neuf chapitres, un par année calendaire, mettant en valeur l'action de l'Armée française pendant la guerre d'Algérie. Certains encadrés mettent en valeur des personnalités et des hommes politiques français et algériens, des militaires français et des combattants algériens et d'autres les grandes unités de l'Armée française en donnant la composition des divisions de l'Armée d'Afrique pendant la Seconde Guerre mondiale et des divisions de l'Armée française pendant la guerre d'Algérie.Des annexes fournissent des informations sur les différentes unités qui ont combattu en Algérie, sans oublier les unités des supplétifs : G.M.P.R., G.M.S., G.A.D., Maghzens des S.A.S., Harkas. Ce volume est précédé d'un bref rappel de l'histoire du Maghreb, de l'Antiquité à 1829, puis de la conquête de l'Algérie par les Français de 1830



à 1870 et de la construction de l'Algérie française de 1870 à 1954. Il est enfin suivi d'une partie abordant quelques séquelles de la fin du conflit. . Cette chronologie est un enchaînement de faits, de décisions politiques et d'actes de guerre repérés dans les sources indiquées dans la bibliographie : en majorité des témoignages et des souvenirs de nombreux auteurs.

« L'Armée française pendant la guerre d'Algérie » par Jean Balazuc. Editions de L'Harmattan, 1.000 pages, prix 55 €.

L'ÉTRANGE CAPTURE, MAI 1940

par le général Jean Montjean

Dans la soirée, on reçoit un télégramme chiffré du Grand Quartier Général, dont la teneur est la suivante : « Le commandant Fauvelle m'a exposé ainsi qu'à monsieur Paul Raynaud votre situation. Je ne méconnais pas vos difficultés. Je compte sur vous pour sauver ce qu'il est possible de sauver, dans l'honneur des drapeaux dont vous avez la garde. » Pour qui sait lire entre les lignes, nous n'avons plus aucun secours à attendre du reste des armées françaises. Le colonel Pierre Montjean, officier d'étatmajor de la 1ère Armée et chef de la section « Opérations » du 3ème Bureau, est capturé par les Allemands à Steenwerk, le 29 mai 1940. Lors des premiers jours de sa captivité, il retrace, encore sous le choc, l'enchaînement de ces événements.

Le récit qu'il fait de ces vingt jours qui auront précédé «cette étrange capture» constitue un témoignage extraordinaire et précieux, puisque les archives de la lère Armée ont



été brûlées. Il plonge le lecteur au sein d'un étatmajor au cœur de la débâcle : une expérience de lecture stupéfiante.

« L'étrange capture, mai 1940 », par le général Montjean. Editions Pierre de Taillac, 344 pages, 16,90€.



L'ÉCOLE NATIONALE DES BEAUX-ARTS

Croix de Guerre 1914-1918

L'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris (ENBA), est une école d'art française fondée en 1817. Désormais Etablissement public national à caractère administratif, elle fait partie de l'Université Paris Sciences et Lettres. Elle forme annuellement

500 élèves suivant un cursus de trois à cinq ans...dans des ateliers spécialisés : architecture, peinture, fresque, dessins, sculpture, gravure, lithographie, art monumental, perspective, histoire de l'art et d'esthétique, architecture, anatomie morphologie, typographie, vitrail...Traditionnellement, les Beaux-Arts se déclinaient en peinture, sculpture, gravure, architecture (les Quat'z'Arts). En 1968 furent ajoutées régionalement huit écoles nationales supérieures d'architecture. Lointaine héritière de l'Académie



BEAUX-ARTS DE PARIS



L'Ecole nationale des Beaux-Arts, palais des études.

royale de peinture et de sculpture (1648), elle est implantée à Paris depuis 1820 dans des lieux prestigieux, au 14, rue Bonaparte, rive gauche en bord de Seine, certains de ses bâtiments datant du XVIIème siècle. Parmi les anciens élèves disparus et devenus célèbres, citons : Jean-Auguste-Dominique Ingres, Jacques-Louis David, Jean-Baptiste Carpeaux, Gustave Moreau, Henri Matisse, Claude Monet, Auguste Renoir, Georges Seurat, Constantin Brancusi, Paul Landowski, André Dunoyer de Segonzac, César, André Masson...

Première guerre mondiale

L'école a reçu la croix de Guerre avec palme pour la forte implication de ses anciens et de ses élèves en 1914-1918. L'arrêté du 20 décembre 1926 est signé du président de la République Gaston Doumergue, du président du Conseil Raymond Poincaré et du ministre de la Guerre Paul Painlevé, avec la citation : « L'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts a apporté, au cours de la guerre, un précieux concours à la dé-

fense nationale par le haut sentiment patriotique, l'esprit d'initiative et les connaissances techniques de ses élèves, dont un grand nombre ont servi dans les troupes combattantes, où leurs brillantes qualités ont contribué à assurer la victoire ».

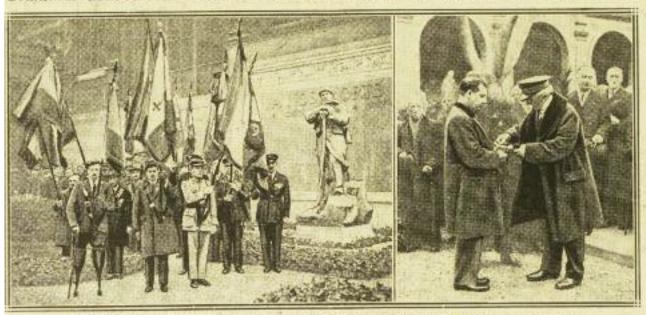
En effet, au cours de la Grande Guerre, 478 élèves ou anciens élèves furent tués et 836 citations individuelles furent décernées. C'est seulement le 20 février 1932 que cette décoration fut remise officiellement lors d'une cérémonie présidée par l'amiral Guépratte, héros des Dardanelles et qui fut en 1919 le président fondateur de l'Association nationale des croix de guerre. Le vice-président de cette association était alors Arsène Le Feuvre, ancien combattant décoré de la croix de Guerre et ancien élève de l'atelier de Peinture « Gérôme ».

La mémoire de l'évènement est conservée par la « Grande Masse des Beaux-Arts », nom de l'association



L'ÉCOLE NATIONALE DES BEAUX-ARTS

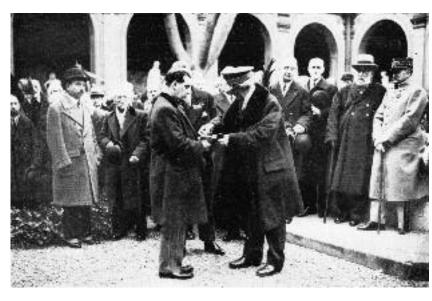
L'AMIRAL GUÉPRATTE REMET LA CROIX DE GUERRE A L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS



LA CÉRÉMONIE DEVANT LE MONUMENT AUX MORTS. - L'AMIRAL GUÉPRATTE ÉPINGLANT LA CROIX DE GUERRE SUR LE COUSSIN

des anciens élèves. La cérémonie à l'Ecole, dans la « Cour du mûrier », a marqué le lien entre le monde combattant et les artistes. L'amiral Guépratte est ensuite allé se recueillir de-

vant le monument consacré au peintre Henri Régnault, tué en 1871. Un autre lien historique entre « la Grande Masse » et l'ANCGVM est symbolisé par l'amiral Guépratte saluant, sur le monument aux morts de l'Ecole, « Le poilu » réalisé par le sculpteur Jean Boucher. Pierre Castillon, membre du conseil d'administration de l'ANCGVM





Cérémonie du 20 février 1932, le grand architecte Auguste Perret et son chapeau légendaire auprès du général Mariaux (à droite sur la photo de gauche). Le coussin, décoré, est ensuite déposé devant le monument aux morts par le commandant Millot (en civil). Plus tard, le 20 juin 1934, le président de la République Albert Lebrun remit la croix de la Légion d'honneur à l'Ecole nationale des Beaux-Arts, devant le même monument.



L'INSTITUTION NOTRE-DAME DE GUINGAMP

Croix de Guerre 1939-1945

L'Institution Notre-Dame s'installe, en 1869, grâce à l'appui du mécène Emmanuel de La Bégassière, dans les locaux de l'ancien couvent des Capucins. Guingamp, commune des Côtes-d'Armor, est envahie par la Wehrmacht le 18 juin 1940. L'étatmajor du 74ème Corps d'armée allemand réquisitionne l'Institut Notre-Dame pour y installer un hôpital militaire, un bureau de poste et un mirador sur le bâtiment Nord. Sous l'occupation, la liberté de circulation est restreinte. Il faut un « ausweis » (laisser-passer) pour se déplacer et la zone côtière n'est accessible que pour un motif professionnel. Le rationnement alimentaire est mis en place. A son arrivée, l'armée allemande présente un visage convenable mais, très vite la répression se manifeste. Elle touche les résistants et les groupes d'évasion. La Wehrmacht trouve un appui auprès de la Légion des volontaires français

et des partis nationalistes bretons. Cependant, la population bretonne donnera de la Bretagne une image de terre de résistance aux Alliés. Au retour d'une mission l'adjudant Forman écrira : « Il n'est pas vain de dire que la Bretagne est, parmi les autres régions françaises, celle où la résistance antiallemande s'affirme avec le plus de netteté ». Outre les 127 hommes de l'île de Sein qui partent dès le 26 juin 1940, 250 personnes de Camaret, 80 élèves de l'Ecole de la marine marchande de Paimpol et 108 élèves de l'Ecole de pilotage de l'air de Morlaix rejoignent Londres.

La Résistance

Très vite, les religieux de l'Institution Notre-Dame s'engagent dans la Résistance. La citation reçue par le supérieur Yves-Marie Ollivier en témoigne : « sut animer son établissement d'un réel esprit patriotique ; s'imposa aux

occupants par son attitude faite d'énergie et de dignité ; fut un conseiller très sûr pour de nombreux patriotes, réfractaires et chefs de résistance ; diffusa tracts et journaux interdits, soutint avec sollicitude et délicatesse l'action clandestine de ses professeurs et de ses amis ; et pour ces causes eut l'honneur d'être particulièrement visé et sans cesse menacé par les ennemis. ». Dès le mois d'août 1940, aidé par l'abbé Boulhain, le supérieur Ollivier informe le Service de renseignement de l'armée française et ensuite l'Intelligence Service britannique. L'abbé Le Duff sera l'aumônier du maquis « Coat-Mallouen » et un de ses agents de liaison. A partir du 4 juillet 1944, ce maquis est encadré par un sous-officier francais du 3ème Bataillon de l'Infanterie de l'air. Il recoit un parachutage d'armes, qui permet d'équiper 240 hommes. Le 27 juillet 1944, le maquis est attaqué par les Allemands. Il rompt le combat après avoir perdu 13 hommes. Les résistants rejoignent d'autres maquis. Quant à l'abbé Boulhain, outre le recueil de renseignements, il participe activement au réseau d'évasion « Shelburne », dont l'Institution Notre-Dame est l'un des points d'appui. Le réseau Shelburne était une filière maritime qui reliait les côtes d'Armor à la Grande-Bretagne.



Vieux bâtiments de l'Institution Notre-Dame à Guingamp.

DÉ CORÉES



L'INSTITUTION NOTRE-DAME DE GUINGAMP

Ses opérations clandestines avaient pour objectifs la dépose et la récupération des agents, des aviateurs et des courriers. Le réseau Shelburne permit à 124 aviateurs, 3 marins, 5 officiers d'état-major et 11 membres de la Résistance de rejoindre la Grande-Bretagne. Tout le courrier postal clandestin, destiné à l'Angleterre et émanant des réseaux de résistants du ministère des PTT, transita par les Côtes-d'Armor. En 1989, la chanteuse et actrice britannique Jane Birkin, dont le père était membre du réseau Shelburne, déclare : « Mon père disait que les vrais héros étaient les Bretons, qui étaient extrêmement courageux et ne refusaient jamais de donner abri à des aviateurs anglais, en dépit du danger qu'ils encouraient. » Outre les religieux, les élèves eurent des attitudes hostiles aux Allemands. L'affaire des petits papiers en est un exemple. En 1943, des papiers insultants ont été glissés sous la cloison qui sépare la partie occupée par les Allemands de celle des élèves. La direction de l'Institution Notre-Dame décide d'incriminer des élèves de 6ème et ainsi éviter à des élèves plus âgés d'être déportés. Le stratagème fonctionne. L'abbé Le Bolloch trouve le responsable de cet acte de résistance et déclare quelques années plus tard : « Il fallut cependant calmer discrètement les ardeurs patriotiques, mais un peu inconscientes.»



La Libération

A partir du 4 août 1944, les combats pour la libération de Guingamp commencent. Les Allemands évacuent l'Institution Notre-Dame. Plus de 450 hommes de la commune rejoignent le maguis Coat-Mallouen. L'abbé Le Men informe le chef du maquis de Plésidy que les Allemands ont abandonné des armes et des munitions dans les bâtiments de l'Institution. Trois hommes s'habillent en paysans et s'y rendent avec une charrette tirée par un cheval. Une religieuse fait le guet pendant que les résistants chargent dans la charrette 3 mitrailleuses, 18.000 cartouches et 5 caisses de grenades et les recouvrent de fagots. Puis les résistants traversent Guingamp, encore aux mains des Allemands, et remettent leurs armes au maguis. Guingamp est définitivement libéré le 7 août. Pour ses actes de résistance, l'Institution Notre-Dame recevra la croix de Guerre avec la citation suivante à l'ordre de la division (photo cidessus): « L'Institution Notre-Dame de Guingamp, un des hauts lieux où soufflait l'esprit de la Résistance. Plusieurs fois menacée de fermeture, expulsée en grande partie à deux reprises à cause de l'esprit patriotique le plus pur qui animait supérieur, économe, corps enseignant et élèves, fut un exemple de dignité et de fierté françaises par son attitude énergique dans des conditions de vie pénible et humiliante sous les brimades d'un occupant haineux de plus en plus exigeant. Fut un asile sûr pour de nombreux réfractaires et agents alliés. Permit d'une façon presque constante les réunions de chefs chez quelques professeurs chargés d'organisation de résistance et de renseignements. Le 5 août 1944, avant le départ des ennemis et au mépris de conséquences irrémédiables pour la maison, fit enlever par un maquis voisin un fort dépôt d'armes et de munitions caché dans ses locaux réquisitionnés. Sans faillir à sa tâche d'éducatrice pendant toute l'occupation, insuffla à tous les jeunes dont elle formait intelligence, corps et âme, la foi dans la Victoire, en maintenant intact le culte premier de la Patrie. Pour couronner cet idéal, l'Institution Notre-Dame, sous les balles allemandes, fut la première de Guingamp à faire chanter nos trois couleurs, le 7 août 1944 dans un ciel victorieux et libre. »

Marc Beauvois section de la Haute-Garonne



GRENADE-SUR-L'ADOUR (Landes)

Croix de Guerre 1939-1945

Le 22 juin 1940, la France signe, à Rethondes, l'Armistice. Le territoire métropolitain est divisé en deux zones. La zone « occupée » couvre 55% du territoire. Elle comprend une zone « interdite » longeant les côtes de la Manche et de l'océan Atlantique. La zone « libre » est gérée par « l'Etat français » installé à Vichy.

Les deux zones sont séparées par une ligne de démarcation, longue de 1.200 km, qui traverse treize départements : Ain, Allier, Charente, Cher, Dordogne, Gironde, Indre-et-Loire, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Pyrénées-Atlantiques, Saône-et-Loire et Vienne. Dans le département des Landes la ligne de démarcation passe par Roquefort, Mont-de-Marsan, Saint-Sever et Hagetmau. Elle disparait officiellement le 1er mars 1943.

La commune de Grenade-sur-l'Adour était située en zone libre.

Le 3 octobre 1940, le premier statut des juifs est promulgué par le gouvernement de Vichy. En 1941, suite au recensement effectué par la Préfecture, 114 juifs sont recensés dans les Landes. Le 6 août 1942, la circulaire du secrétaire général à la Police, envoyée au préfet, stipule que : « Les israélites allemands, autrichiens, tchécoslovaques, polonais, estoniens, lituaniens, lettons, dantzicois, sarrois, soviétiques et les réfugiés russes en

trés en France postérieurement au 1 er janvier 1936, incorporés dans les groupes de travailleurs étrangers, hébergés au centre du service social des étrangers dans les centres des comités privés ou dans ceux de l'UGIF, placés dans les centres de regroupement israélites en application des circulaires du 3 novembre 1941 et du 2 janvier 1942 ainsi que ceux en résidence libre, seront transportés en zone occupée avant le 15 septembre. »

Le 26 août 1942, à Grenade-surl'Adour, les trois membres de la famille Neuburger et le couple Gluckmann sont arrêtés par les gardes mobiles. Ce sont des juifs allemands militants antinazis. Ils sont déportés à Auschwitz où ils disparaissent. Les Landais seront actifs dans la protection des juifs. Vingt Landais recevront le titre « Justes parmi les nations », décerné par l'Etat d'israël.

Résistance en 1940...

Dès août 1940, les premiers noyaux de résistants sont créés. Ces groupes se rattacheront, à partir de 1942, à l'Organisation civile et militaire (OCM). Dans le même temps, les réseaux de la SFIO et ceux des syndicats créent des mouvements de résistance dans les PTT, les administrations et à la SNCF. Ces mouvements se rallieront à l'organisation « Combat ».

En juillet 1942, I'OCM comprend 360 résistants auxquels il convient d'ajouter les 150 membres de la résistance communiste et ceux de Combat. La création du Service du travail obligatoire (STO) fait qu'à partir de 1943 le nombre de résistants s'accroît régulièrement. En décembre 1943, Raymond Coche, responsable du chantier de la jeunesse de la région de Gabarret, et 600 jeunes rejoignent la Résistance. Cependant, sur 2.300 requis au STO, seuls 20 % rejoignent la Résistance. Les gendarmes, le préfet et les administrations se montrent peu enclins à appliquer la politique de collaboration de Vichy. Les structures économiques (chantiers de carbonisation, scieries, entreprises forestières, papeterie, etc.) offrent des possibilités d'entrer dans l'illégalité et la clandestinité. La vaste forêt landaise offre une cachette idéale à la Résistance et les grands espaces déserts permettent d'organiser les parachutages d'armes et d'agents. Le SOE (Special Operations Executive) britannique y parachute des agents chargés de structurer deux réseaux (« Actor » et « Wheelwright »), dont le rôle consiste à organiser les parachutages d'armes et de matériel pour la résistance landaise. En 1943, l'OCM, devnue « l'Armée secrète » (AS), base son action sur la mise en place des structures qui per-



GRENADE-SUR-L'ADOUR (Landes)

mettent de soutenir de l'intérieur l'action des forces alliées. Le renseignement est essentiel. Les opérations de sabotage restent ponctuelles.

...et en 1944

En 1944, la Résistance landaise comprendra 3.000 hommes. En juin 1944, l'état-major de l'AS reçoit l'ordre des alliés de déclencher des opérations mili-

taires et d'organiser le sabotage des voies ferrées, des ponts et des lignes téléphoniques et électriques. Le 27 juillet 1944, Henri Ferrand, âgé de 24 ans, se rend à la gare de Laluque. A 21 h, à l'insu des gardes allemands, il place ses charges. Les explosions détruisent 69 wagons et une partie de la gare. L'acte de Henri Ferrand prive les forces allemandes, qui s'opposent à l'avancée du général Patton, de leur ravitaillement en armes et munitions. Le général Patton et Winston Churchill mentionneront cet acte dans leurs mémoires.

Le 13 juin 1944, René Vielle, premier adjoint au maire de la commune de Grenade-sur-l'Adour, chef de la résistance locale, tend, avec un groupe de dix résistants, une embuscade contre un convoi allemand sur la commune de Bordères. Les Allemands subissent des pertes. René Vielle est abattu par



le capitaine Schoff, grièvement blessé, qui appelait à l'aide et auprès duquel il s'était approché. A 14 h, les Allemands entrent dans Grenade-surl'Adour. Ils incendient la gendarmerie, l'école, le dépôt de grain et des maisons. Deux habitants périssent dans les flammes. Puis, ils rassemblent la population qu'ils accusent du meurtre d'un soldat. Ils prennent 50 otages dont le maire et le prêtre. L'intervention du préfet évite qu'ils soient fusillés. Les otages, dont l'appartenance à la Résistance ne sera pas prouvée, seront incarcérés à la prison de Mont-de-Marsan. Huit seront libérés. Les autres sont déportés. Seuls sept survivront. Les Allemands ne veulent pas de prisonniers de la « Force noire » sur leur territoire. Ils construisent dix camps dans les Landes pour les y incarcérer. Le 23 août 1944, la Résistance attaque les camps et libère les tirailleurs sénégalais...qui vont constituer le 14ème Régiment de tirailleurs sénégalais. Plus de 5.000 résistants regroupés au sein du « Bataillon nord-landais », qui deviendra le 34ème Régiment d'infanterie, poursuivent le combat et libère Verdon et la pointe du Grave.

La commune de Grenade-surl'Adour recevra la croix de Guerre 1939-1945 avec une citation à l'ordre du corps d'ar-

mée :

« Ville qui, durant toute l'occupation, a eu une attitude non seulement digne, mais réticente à l'ennemi. Hébergeant des réfractaires et organisant leur passage à travers la frontière des Pyrénées. Le 13 juin 1944, au cours d'une action dirigée par M. Vielle, adjoint au maire, un important convoi allemand a été intercepté aux portes de la ville et a subi des pertes sensibles. La cité a été aussitôt l'objet de représailles sanglantes au cours desquelles la population, rassemblée sur la place publique et tenue sous la menace des mitrailleuses, a dû assister impuissante à la destruction par l'incendie de ses principaux édifices et à l'arrestation de 50 otages envoyés en déportation. Ville martyre qui a bien mérité de la Patrie ».

Marc Beauvois, section de la Haute-Garonne



CONDE-SUR-VIRE (Manche)

Croix de Guerre 1939-1945

Commune décorée de la croix de Guerre et qui compte 4.000 habitants, Condé-sur -Vire a fusionné en 2016 avec Le Mesnil-Raoult puis en 2017 avec Troisgots, commune également décorée de la croix de Guerre. En septembre 2020, la section de la Manche y tiendra son assemblée générale. Laurent Pien (51 ans) en est le maire depuis 2014 et a été réélu au premier tour le 15 mars 2020. Ingénieur territorial, il a été formé à l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers, fondée en 1898 par les Jésuites qui l'ont dirigée jusqu'en 1972 et dont les valeurs en imprègnent encore l'enseignement. Située dans le bocage saintlois, la cité a connu un développement lié à l'implantation de la coopérative agricole beurrière « Elle & Vire »,

créée en décembre 1945 dans les vallées d'Elle et de la Vire par Auguste Grandin, agriculteur normand et maire de Condé sur-Vire. Cette nouvelle coopérative regroupe 17 agriculteurs. De la collecte de beurre fermier, la coopérative passe progressivement à celle de crème laitière pour fabriquer du beurre pasteurisé dès 1948. La commercialisation des produits fabriqués à Condé-sur-Vire prend une ampleur nationale. Fort de cette croissance, le site actuel a été inauguré en novembre 1950. En décembre 1954 de nouvelles coopératives rejoignent *Elle* & Vire, qui devient l'Union Laitière Normande (ULN). Le succès dépasse les frontières et, en 1975, l'ULN devient le premier exportateur laitier français.

Dans la tourmente

Condé, peuplée de 1.300 habitants lors la deuxième guerre mondiale, en a subi les dommages : occupation, privations et bombardements. Deux résistants ont payé de leur vie leur engagement.

Alfred Duros, arrêté par la Gestapo le 7 mai 1943, était le chef du groupe N° 7 du « Front National » pour la région de Condé. Condamné à un an de prison, déporté en Allemagne au camp de Gross-Rosen puis à Dachau, il y est mort le 30 avril 1945. Raymond Brule participe à des coups de main et à des opérations de parachutage d'armes de 1941 à 1943. Avec son ami Duros, il anime la section locale du Front National et assure la liaison avec les réseaux « Résistance-



Condé-sur-Vire après le bombardement de 1944.

E



CONDE-SUR-VIRE (Manche)

Fer» », « Libération-Nord » et «OCM». Il est arrêté le 11 mai 1943. Détenu à la prison de Saint-Lô, début octobre avec huit camarades, il est transféré à Fresnes puis sur l'Allemagne au camp de Kochem puis à celui de Gross-Rosen, où il meut le 17 novembre 1944.

Juin et juillet 1944

Le 18 juin 1944, quelques jours après le débarquement, Condé est ciblé par un violent raid aérien allié qui détruit près de 70 % de la commune.

Le 18 juillet, 44 jours après le « Jour J », après une longue période de combats de haies et au prix de lourdes pertes, la 29ème Division d'infanterie (DI) américaine pénètre dans Saint-Lô, très vite relevée par la 35ème DI « Santa-Fé », débarquée à partir du 5 juillet à Omaha Beach. De nouveau en action le 9 juillet, celle-ci relève la 29ème DI à l'Est de la Vire et, dès le 10 juillet au soir, lance sa première attaque pour libérer La Meauffe, après trois jours de combat et au prix de 45 tués, 257 blessés et 42 disparus. Rentrée à Saint-Lô le 19 juillet, elle y mène des combats jusqu'au 25.

Pas de répit, le front est réorganisé et, le 27 juillet, la deuxième phase de la bataille de Normandie commence. L'opération « Cobra » a débuté par un bombardement massif, qui a pulvérisé la Panzer Lehr Division du général Bayer. Le front allemand a explosé.



Le 19ème Corps d'armée américain du général Corlett est créé avec cinq divisions, dont la 35ème DI, avec Vire pour objectif. Le 28 juillet, les Allemands tiennent toujours Condé, défendue par des éléments épars de la 7ème Armée. Tandis que la 30ème DI américaine est réorientée au Sud de Condé en direction de Mesnil-Raoult, à 10 h 00, la 35ème DI prend à son compte les combats en progressant vers le Sud-Est le long de la Vire. Une force d'intervention est constituée avec le 137ème Régiment, un puissant détachement blindé et les unités de soutien. Le 134ème Régiment progresse sur sa gauche. Son 1er bataillon, qui avance sur la route nationale menant à Torigni, rencontre une opposition sérieuse et perd le contact avec son aile droite. Le capitaine Soully, qui commande la compagnie F, est tué par un éclat de mortier. Le 2ème bataillon reçoit l'ordre de monter en ligne. Quelques actions isolées

allemandes n'empêchent pas le 3ème bataillon d'atteindre le secteur Nord de Condé en fin de journée. Le lendemain 29 juillet, une patrouille détruit un blindé allemand dans la ville et capture l'équipage réfugié dans l'église. L'attaque sur Torigni démarre en fin d'après-midi. Une section part en avant-garde, suivie du 3ème bataillon, le 1er bataillon sur sa gauche poursuit le nettoyage de la cité, qui est libérée le 30. Les habitants acclament leurs libérateurs et sont prêts à se relever des destructions causées par les bombardements et les marques des combats. Le 31 juillet, le major général Baade installe son poste de commandement aux abords de Condé.

Paul Laurent, président de la section de la Manche



Stèle dédiée à la 35ème Division d'infanterie américaine « Santa Fé ».



Les Ecoles du Service de santé des armées

Le 17 janvier 1708, Louis XIV signe l'édit qui acte la naissance du Service de santé des armées (SSA). Il crée les «charges» de médecin et de chirurgien des armées et organise la prise en charge des blessés et des malades militaires. Depuis, les écoles du SSA ont reçu la Légion d'honneur, les croix de Guerre 1914-1918, 1939-1945 et des Théâtres d'opérations extérieurs ainsi que celle de la Valeur militaire.

Outre sa mission principale de soutien des forces armées, le SSA apporte sa contribution dans le domaine de la santé publique et dans la mise en œuvre des plans gouvernementaux de gestion des risques nucléaire, radiologique, biologique et chimique.

Les moyens

Le SSA compte: 14.760 personnes d'active, dont 5.000 civils ; 3.000 réservistes, affectés dans 8 Hôpitaux d'instruction des armées (HIA) équivalents des Centres hospitaliers universitaires du ministère de la Santé; 17 Centres médicaux des armées ; 14 Centres médicaux interarmées (Outremer); 1 Service de protection radiologique; 1 Centre de transfusion sanguine ; 1 Centre d'épidémiologie et de santé publique ; 3 Etablissements de ravitaillements en médicaments et matériels médico-chirurgicaux ; 1 Institut de recherche biomédicale. Les HIA fournissent 12 médecins et infirmiers pour chaque antenne chirurgicale avancée (ACA). Parmi les 8 ACA, 2 sont aéroportées, à savoir les 7ème et 14ème Antennes chirurgicales parachutistes (ACP), héritières des 3ème et 5ème ACP ayant participé à la bataille de Dien Bien Phu (Indochine, 1954).



Les formations

Le SSA assure les formations, initiale et continue, de ses médecins, pharmaciens, vétérinaires et infirmiers dans ses trois écoles : l'Ecole du Valde-Grâce (EVDG) ; l'Ecole de santé des armées (ESA) ; l'Ecole du personnel paramédical des armées (EPPA). L'EVDG pilote les formations des personnels du SSA. La formation à l'urgence opérationnelle assure aussi la tutelle de l'ESA et de l'EPPA. Elle suit le parcours pédagogique des internes des HIA, des étudiants en dernière année des études de pharmacie, de chirurgiens-dentistes et de vétérinaires. Elle organise aussi les formations adaptées à l'environnement des milieux militaires et les formations opérationnelles.

Le 27 mai 1922, l'EVDG est citée à l'ordre de l'armée avec le texte sui-

vant : « Fidèle à ses nobles traditions, a su inspirer le culte de la science et de l'esprit de sacrifice aux officiers du corps de santé militaire qui, par l'admirable dévouement et l'abnégation dont ils ont fait preuve au cours de la grande guerre, se sont acquis des titres impérissables à la reconnaissance du pays. »

Fondée en 2011, l'ESA a remplacé les Ecoles du service de santé des armées fondées en 1971 et implantées l'une à Lyon-Bron et l'autre à Bor-Selon deaux. la décision n°7165/DEF/CAB/SDBC/CPAG, elle en est l'héritière, par filiation directe, de leurs patrimoines de tradition. L'ESA, implantée à Lyon-Bron, assure la formation des élèves officiers médecins et pharmaciens. Les élèves suivent le même cursus que les étudiants en médecine à la faculté de médecine de Lyon.

Les élèves militaires bénéficient, à l'ESA, d'un soutien renforcé fourni par des professeurs du SSA. Il en résulte un taux de réussite au concours de fin de première année de 80 %. Outre une formation d'officier, les élèves de l'ESA reçoivent une formation médicomilitaire de 1.800 heures. La profession de médecin militaire impose d'apporter aux élèves des formations



Les Ecoles du Service de santé des armées

non enseignées dans le cursus universitaire. L'objectif est l'acculturation des futurs médecins au milieu militaire et le développement de la vision opérationnelle du métier de praticien des armées. Cette formation comprend : une formation militaire; l'obtention de brevets militaires parachutiste, commando, alpiniste, plongeur, etc. L'Ecole du personnel paramédical des armées a été progressivement transférée de Toulon à Lyon-Bron entre 2016 et 2018. Elle prépare au diplôme des infirmiers destinés à servir dans les unités du SSA au sein des armées de Terre et de l'Air, de la Marine nationale, de la Gendarmerie et des formations militaires de la Sécurité civile. Les élèves infirmiers recoivent une formation académique à l'Institut de formation en soins infirmiers, complétée par une formation militaire, comme pour les élèves médecins.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération « Résilience » contre la pandémie du Covid-19 dès mars 2020, 336 internes des HIA et de l'Ecole du Val-de-Grâce ont été mobilisés pour renforcer les équipes des hôpitaux civils et militaires. Par ailleurs, 138 élèves de l'Ecole de santé des armées et de l'Ecole du personnel paramédical des armées ont été envoyés en renfort des équipes des HIA et de l'Hôpital militaire de réanimation de Mulhouse, qui participent activement à la lutte contre la pandémie.

Les citations

Les textes des citations à l'ordre de l'armée des différentes écoles de santé sont les suivants. Croix de **guerre 1914-1918**: «Ecole principale du service de santé de la marine de Bordeaux : a élevé dans le culte de la science et du devoir toutes les générations de médecins de la Marine et des troupes coloniales qui, au cours de la Grande Guerre, ont magnifiquement affirmé sur mer et sur terre, avec les plus solides qualités de leur profession, les plus hautes vertus militaires.» Croix de Guerre 1919-1945: « Ecole du service de santé militaire de Lyon : Héritière d'un long passé de gloire militaire et scientifique et d'une tradition permanente de dévouement à la Patrie et à l'humanité. a fourni des promotions d'élèves qui, pendant la campagne de 1939-1940 et la campagne de libération, dans la Résistance comme dans les camps de prisonniers, ont acquis par leur abné-

gation, leur héroïsme et leur valeur technique, la reconnaissance de leurs blessés et l'admiration de leurs compagnons d'armes.» Croix de Guerre des Théâtres d'opérations extérieurs : « Ecole du service de santé militaire de Lyon : Fidèle à ses nobles traditions, l'Ecole du service de santé militaire a formé, depuis plus d'un siècle, des officiers du corps de santé qui, présents sur tous les théâtres d'opérations extérieurs, ont acquis par leur dévouement, leur admirable esprit de sacrifice, leur valeur technique et leur courage, l'estime de leurs blessés et malades, l'admiration de leurs compaanons d'armes et la reconnaissance de la Patrie. » Enfin, par décision en date du 21 novembre 2011, l'Ecole du personnel paramédical des armées a été citée à l'ordre de l'armée et a recu la croix de la Valeur militaire avec palme.

Marc Beauvois, section de la Haute-Garonne



L'Ecole de santé des armées.



La frégate Forbin

La frégate de défense aérienne Forbin est l'héritière du torpilleur du même nom qui a reçu la croix de Guerre 1939-1945 avec palme. Elle-même a reçu la croix de l'Ordre souverain de Malte en 2012. Cette frégate et sa jumelle Chevalier-Paul portent le nom d'officiers de Marine du XVIIème siècle, membres de l'Ordre de Malte.

Le 16 septembre 1999, la France et l'Italie signent un accord sur le programme « Horizon ». Chaque Etat s'engage sur la construction de deux bâtiments avec une option pour deux unités supplémentaires. La Marine nationale prévoit le remplacement des frégates lance-missiles Suffren et Duquesne. Les deux navires en option auraient dû remplacer les frégates anti-aériennes Jean-Bart et Cassard à partir de 2017. Par suite des réductions budgétaires, celles-ci seront remplacées par des frégates multi-missions dédiées à la défense aérienne à partir de 2020.

La défense aérienne

Le programme « Horizon » donnera naissance aux frégates de défense aérienne (FDA) Forbin et Chevalier-Paul. Leur mission consiste à assurer la suprématie aéromaritime du groupe aéronaval constitué autour du porteavions Charles-de-Gaulle. La FDA contribue aussi à la défense aérienne interarmées sur les théâtres d'opérations extérieures et dans les approches maritimes du territoire national. Son système de détection et son système d'armes lui permettent de contrôler un vaste espace. Son radar LRR peut détecter à plus de 200 km



un objet volant. Actuellement, les FDA sont utilisées comme vecteur de recueil de renseignements d'origine électromagnétique au large de la Syrie. Elles scannent les approches et les environnements électromagnétiques (mission « Medor » en Méditerranée orientale). En 2011, le *Forbin* participe à l'opération « Harmattan » au large de la Libye. Les renseignements qu'elle fournit permettront de détruire un hélicoptère et 10 lance-roquettes.

Une longue lignée

Six bâtiments recevront le nom de Forbin. D'abord un aviso de 1ère classe (1859-1884), puis un croiseur de 2ème classe (1885-1921) et, en 1944, un cargo, saisi par les Britanniques, est transformé sous ce nom en patrouilleur auxiliaire par les



Forces navales françaises libres et termine sa carrière comme dique artificielle à Arromanches. Un torpilleur Forbin (1928-1952) participe à l'escorte de convois au cours de la «drôle de guerre» (3 septembre 1939 - 10 mai 1940). Suite à l'entrée en guerre de l'Italie, il est rattaché à la « Force X » pour assurer la sécurité des convois en Méditerranée orientale. Le 24 juin 1940, la Force X, comprenant les croiseurs Duquesne, Tourville, Suffren et Duguay-Trouin, les torpilleurs Le-Fortuné, Le-Basque et Forbin ainsi que le sous-marin Protée, entrent dans le port d'Alexandrie sous mandat britannique. Le 3 juillet 1940, suite à la signature de l'armistice entre la France et l'Allemagne, les Anglais lancent l'opération « Catapult » pour empêcher les navires français de venir renforcer le potentiel de la Marine allemande. Le 4 juillet 1940, l'amiral français Godeffroy et l'amiral anglais Cunningham parviennent à un compromis. Les soutes des navires sont vidées et les obturateurs et percuteurs retirés. La Force X ne reprendra le combat que le 17 mai 1943 aux côtés des Alliés. Le torpilleur Forbin reprend ses missions d'escorte de convois. En 1943, il transporte les éléments français qui participent à la



La frégate Forbin

libération de la Corse. Le 15 août 1944, il escorte les navires qui débarquent des forces sur les côtes de Provence. Le 26 septembre, il coule trois sous-marins de poche allemands. Le 20 octobre à 11 h 41, alors qu'il escorte huit dragueurs au large de San-Remo, le *Forbin* est pris pour cible par des batteries côtières allemandes. Il riposte avec ses trois canons de 130 mm et tire 179 coups. A 11 h 50, une explosion retentit et détruit la Halle aux fleurs, qui abritait 48 vedettes explosives, 6 vedettes d'assaut et 1 vedette lance-torpilles. Ces armes avaient pour vocation d'attaquer les navires alliés. Leur destruction éparana de nombreuses vies. Le Forbin est cité à l'ordre de l'armée : « En opération sur les côtes de Provence sous le commandement du capitaine de corvette Barthélémy, a réussi le 26 septembre à détecter et à engager à la grenade et au canon plusieurs sousmarins de poche ennemis. Déjouant le sillage de leurs torpilles, a mené avec précision trois attaques à la grenade et ainsi assuré la destruction certaine de deux d'entre eux, dont les rescapés ont été recueillis, et forcé l'abandon d'un troisième par son équipage. Chacun à bord a fait preuve, comme au cours des précédents combats où le Forbin a été engagé d'un bel esprit d'équipe et d'un parfait sang-froid. » Le cinquième Forbin est un escorteur d'escadre en service de 1955 à

1992. La frégate de défense aérienne *Forbin* est donc le sixième navire à recevoir ce nom.

Un nom prestigieux

L'un des marins les plus brillants de sa génération, le chevalier Claude de Forbin est né en 1656 à Gardanne (25 km au Nord de Marseille). Héritier d'une famille d'illustres marins, il commence par servir, avec son oncle, dans les galères royales et participe aux combats de Stromboli et d'Agosta. En 1676, il entre aux mousquetaires du roi et participe aux campagnes de Franche-Comté et de l'Artois. En 1677, il revient dans la Marine avec le grade d'enseigne de vaisseau et participe aux campagnes du Portugal (1679) et des Antilles (1680) ainsi qu'aux bombardements d'Alger (1682 et 1683). En 1684, nommé lieutenant de vaisseau, il part pour le Siam au sein d'une flottille. Ses qualités attirent l'attention du roi du Siam qui le nomme gouverneur de

Bangkok et amiral de la flotte. En 1688, il rentre en France. En 1689, au cours de combats contre les Anglais, il est fait prisonnier avec Jean Bart avec qui il s'évade au bout de 11 iours à bord d'un canot. La même année, promu capitaine de vaisseau, il effectue une campagne en mer du Nord (1689) puis en Méditerranée et participe au siège de Barcelone (1697). En 1702, il commande une division de trois vaisseaux, bombarde Trieste, rançonne Fiume et chasse les corsaires de Flessingue. En 1706, il s'empare de 7 navires anglais, de 5 vaisseaux hollandais et en coule un autre. En 1707, il est nommé chef d'escadre. Le 21 octobre, Forbin et Duguay-Trouin attaquent un convoi anglais de 80 navires, s'emparent de 60 navires et de 3 vaisseaux d'escorte et coulent 2 vaisseaux. Forbin quitte le service en 1715 et meurt en 1733.

Marc Beauvois, section de la Haute-Garonne



Les frégates de défense aérienne Forbin et Chevalier-Paul et leurs jumelles italiennes.



Poitou-Charentes - 79 - Niort

Assemblée générale du 13 mars 2020

La section de Poitou-Charentes a tenu son assemblée générale annuelle le 13 mars 2020 dans la Maison du Combattant à Niort. A 10 h 00. douze adhérents sont présents autour du président. Le quorum est atteint par le nombre des adhérents et sympathisants présents et des pouvoirs transmis. Une minute de silence est observée à la mémoire de tous les camarades adhérents ou sympathisants de notre association en France et tous les militaires et civils engagés sur des théâtres extérieurs qui nous ont quittés cette année. Cette assemblée sera principalement dédiée à André Decellas, membre de la section, dont les obsèques ont eu lieu le 30 juillet 2019.

Rapport moral

L'année 2019 a été riche en événements pour notre association, localement comme nationalement. Tout d'abord, notre effectif est quasiment

constant avec 22 membres (trois adhésions en 2019 et un décès, notre camarade André Decellas). Les personnes suivantes nous ont rejoints. Claude Journaud, croix de la Valeur militaire en 1959, Médaille militaire en 2007, a accepté d'être le commissaire

Faustine Tedoldi, secrétaire de la section de Poitou-Charentes, exerce aussi la fonction de porte-drapeau.

aux comptes adjoint lors de notre dernière assemblée. Guy Aubry (âgé de 97 ans !), à la galette des rois à l'école des Douanes de La Rochelle le 25 janvier 2019, nous a fait une conférence extraordinaire avec son témoignage sur son action de résistant pendant la seconde guerre mondiale alors qu'il avait 17 ans ; il est chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite. décoré de la Médaille militaire et titulaire de 4 citations de la croix de guerre TOE (3 étoiles d'argent et 1 étoile de bronze) en Indochine (1949-1952). Philippe Marion, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite, est colonel de Gendarmerie honoraire et trésorier de la section La Rochelle Ré de la Légion d'honneur. Nous avons organisé une journée sur la circonscription de Rochefort avec, en matinée, la visite d'une exposition sur les croix de Guerre et la Valeur militaire



intitulée « Honneur aux Braves ! La Croix de guerre » et présentée dans les locaux de la division Sud-Ouest. L'après-midi a été consacrée à la visite du musée de l'Aéronautique navale de Rochefort, qui compte 33 aéronefs. Cette année 2019 a été celle du centengire de notre Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire, qui s'est déroulé les 9 et 10 octobre 2019 à Paris (voir revue N°338, décembre 2019). Cette année 2019, notre ami Jean-Michel Cousin a été retenu par la concession de la Médaille militaire (Journal officiel du 01-11-2019). Le rapport moral est approuvé à l'unanimité.

Rapport financier

Il est rappelé que nos élus nationaux, sollicités dans le passé, n'ont plus de «réserve (financière) parlementaire». Un dossier de demande de subvention a été établi auprès de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Deux-Sèvres qui, cette année, n'a pu aboutir malgré la légitimité de notre démarche. Puis il est donné lecture du rapport rédigé par René Gimenez, vérificateur aux comptes qui demande quitus pour la comptabilité arrêtée au 31 décembre 2019. Il est remercié pour son travail ainsi que notre trésorier, André Mainson. Les résultats sont approuvés à l'unanimité.



Poitou-Charentes - 79 - Niort

Questions diverses

Notre porte-drapeau Jacques Aiguillon, 22 ans de service sans jamais manquer un événement, s'est vu décerner, par Mme Savary, directrice de l'ONACVG 79, le diplôme des « 20 ans de porte-drapeau » signé de la Secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées. Des soucis de santé l'obligent à remettre le drapeau au bureau. Notre secrétaire, Faustine

Tedoldi accepte de se rendre disponible à chaque fois que cela sera possible, malgré ses études à Paris, pour assurer cette mission honorifique.

Le bureau est ainsi constitué : président d'honneur, Jean Baudrat ; président, Fabrice Tedoldi ; vice-président, Edek Magda ; trésorier, André Mainson ; vérificateur aux comptes, René Gimenez ; vérificateur aux comptes adjoint, Claude Journaud ;

secrétaire et porte-drapeau, Faustine Tedoldi. Par ailleurs, le président rappelle les modalités de l'attribution et les conséquences pécuniaires et honorifiques de la carte du combatant pour les militaires déployés en Algérie entre le 3 juillet 1962 et le 1er juillet 1964. La séance est levée à 12 h 00 et suivie par un pot de l'amitié, offert par notre association.

Fabrice Tedoldi, *président*

Vendée - 85

Le 8 mai 2020, Edouard Bézard a reçu la cravate de Commandeur de la Légion d'honneur des mains du général Carlier, lui-même commandeur de la Légion d'honeur (debout derrière lui). Edouard Bézard, qui a fait les campagnes d'Indochine et d'Algérie, est titulaire de la croix de Guerre des Théâtres d'opérations extérieurs et de celle de la Valeur militaire.



Eure - 27 - Vitot



Les anciens de la 2ème Division blindée (DB) et les membres de l'ANCGVM de la section de l'Eure sont en deuil. La prestigieuse unité, commandée par le général Leclerc de Hautecloque nommé maréchal de France à titre posthume en 1952, a perdu son dernier représentant dans le département de l'Eure. Guy Pisani s'est éteint à son domicile, à Vitot dans la nuit du 29 au 30 avril, à l'âge de 95 ans. Originaire de Paris, il s'engage le 1er mai 1942 à Alger et rejoint à l'âge de 17 ans et demi le 12ème Régiment de chasseurs d'Afrique, unité de la 2ème DB en cours de constitution. Guy Pisani débarque le 1er août 1944 sur la plage d'Utah Beach dans le Calvados et participe à tous les combats de la Libération, dont celle de Paris, au volant de son camion GMC Chevreuse, sous les ordres du général Leclerc. Son frère Serge meurt au combat à Belfort après avoir débarqué à Toulon. Guy Pisani l'un des 200 survivants de la 2ème DB, était chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Médaille militaire, de la croix de Guerre 1939-1945 avec deux citations, de la

croix du Combattant volontaire 1939-1945 et de l'insigne de la Presidential Unit Citation (Etats-Unis).

CARNET

NOUVELLES VILLES DECORÉES ADHÉRENTES DEPUIS MARS 2020

01 - MEXIMIEUX	51 - CERNAY-LES-REIMS	69 - GRIGNY
07 - LABASTIDE DE VIRAC	51 - FISMES	71- MONTCEAU-LES-MINES
07 - TOURNON-SUR-RHÔNE	51 - HEUTREGIVILLE	73 -CHAMBERY
08 - FLEVILLE	51 - HUIRON	76 - DIEPPE
08 - RETHEL	51 - POUILLON	76 - SAINTE-ADRESSE
08 - SAINT-PIERRE-A-ARNES	54 - LUNEVILLE	76 - SOTTEVILLE-LES-ROUEN
08 - VOUZIERS	55 - BOULIGNY	77 - AVON
14 - FALAISE	55 - COUVONGES	77 - COULOMMIERS
17 - ROYAN	57 - CORNY-SUR-MOSELLE	77- MELUN
19 - USSEL	57 - GOIN	78 - VELIZY-VILLACOUBLAY
24 - PERIGUEUX	57 - LAGARDE	80 - ABBEVILLE
24 - SAINTE-ALVERE	57 - RETTEL	80 - DOULLENS
26 - MONTELIMAR	57 - TENTELING	80 - MONTDIDIER
41 - VENDÔME	60 - SAINT-LEU-D'ESSERENT	80 - ROYE
46 - FIGEAC	65 - BAGNERES-DE-BIGORRE	88 - ETIVAL-CLAIREFONTAINE
46 - GOURDON	67 - METZWILLER	88 - LUSSE
49 - LES-PONTS-DE-CE	68 - LUTTERBACH	88 - SAULCY-SUR-MEURTHE
51 - BETHENIVILLE	68 - METZERAL	93 - LE-BOURGET
	68 - WITTENTHEIM	



L'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.

CARNET

NOUVEAUX ADHÉRENTS DEPUIS MARS 2020

MEMBRES

UNITÉ MILITAIRE

Siège national

Section des Landes

François AILLERET

Jean-Daniel FERNANDEZ Y MADRID

27ème Bataillon

Stanislas de CHAUDENAY

Karine RAYNAL

de chasseurs alpins

Alexandrine REGNIER

Section du Tarn-et-Garonne

Mickaël TANDOU

Patrick BOISSINOT

Section des Graves

Françoise CLAUDEL

Robert BARTHEL

Serge PETITJEAN

Jacques BRAU

Section de la Vendée

Dominique FAUBET

Roger BONIFAIT

Philippe LARONZE

Section de Vichy

André PALLARUELO

Bernard CHAMBRON

L'ANCGVM SOUHAITE LA BIENVENUE AUX NOUVEAUX MEMBRES.

DÉCÈS

Section des Bouches-du-Rhône,

Section de l'Eure

Section de la Somme

du Var et du Vaucluse

Marcel DESSESSARD

Claude PRIBERT

Michel SERVES

Guy PISANI

Section du Tarn-et-Garonne

Section de l'Essonne

Section du Limousin

Jean KATZ

Philippe LUCIEN

Marc GIRARD

Section de Valenciennes

ancien président (1995-2011)

Section de Maisons-Alfort

Robert HUON

Gérard RICHARD

Joseph MAMAN, président

Section de la Vendée

Edouard BEZARD

L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE ADRESSE

Jean ETIENNE

SES SINCÈRES CONDOLÉANCES AUX FAMILLES ENDEUILLÉES

Robert PROUST

ET LES ASSURE DE TOUTE SON AMITIÉ.









